

**conseil
national
du PSU
sur les problèmes
internationaux
22-23 novembre 1975**

UNITE POPULAIRE ET INTERNATIONALISME

Dès sa naissance, le mouvement socialiste s'est attaché à coordonner sur un plan international la lutte des travailleurs contre le capitalisme. Développer la solidarité contre la répression, combattre la volonté de diviser les travailleurs en fonction d'intérêts soi-disant nationaux, s'apporter un soutien réciproque contre l'exploitation capitaliste : telles sont les tâches que le mouvement ouvrier doit remplir pour créer des conditions favorables à un affrontement décisif contre le système capitaliste.

L'« internationalisme » capitaliste est une réalité encore plus vivante et brutalement affirmée aujourd'hui qu'hier. La bourgeoisie a créé un marché mondial qu'elle domine. L'internationalisation du capital tend à universaliser certains intérêts capitalistes privés. Les puissances impérialistes, si elles cherchent à étendre leurs zones d'influence les

unes aux dépens des autres, s'entendent toujours pour écraser la lutte révolutionnaire des travailleurs. Face à cela, l'internationalisme prolétarien est une nécessité.

Le PSU participe depuis sa fondation au combat international contre le capitalisme. Né de la lutte contre le colonialisme français et pour la libération du peuple algérien, il a toujours apporté un soutien actif à tous les travailleurs exploités et à tous les peuples opprimés. Il entend définir ici les principes de son internationalisme et les tâches qu'il se fixe dans son action internationale.

Le Conseil national sur les problèmes internationaux aura lieu les 22 et 23 novembre prochains. Ouvert par le lancement d'un questionnaire de la DPN sur ces questions (courrier du PSU n° 2), le débat s'est poursuivi par l'adoption, par la DPN les 14 et 15 juin, d'un texte sur la situation

internationale, et par la réunion d'une Conférence nationale (29 juin). Outre ce texte et les rapports issus de la Conférence nationale, plusieurs contributions au débat ont été publiées dans le Courrier du PSU (n°4).

Le texte qui suit a été adopté le 10 octobre par le Bureau national. Il propose une orientation globale aux militants du parti, avec le plan suivant :

- 1) révolution des positions internationales du parti ;
- 2) la situation internationale ;

3) les bases de notre internationalisme ;

4) les tâches internationalistes du PSU.

Les militants du parti sont invités à lui apporter toutes les modifications, les compléments et les amendements qu'ils jugeront souhaitables, et à fournir des contributions permettant d'approfondir le débat.

Un Courrier du PSU rassemblera ces contributions et sera publié avant les Conseils fédéraux.

I L'évolution de nos positions internationales

L'histoire du PSU est liée au combat internationaliste. On ne peut que rappeler, faute de place, que sa lutte contre le colonialisme français en Algérie et l'impérialisme américain au Vietnam lui ont permis de tisser des liens fraternels et durables avec l'ensemble des mouvements anti-impérialistes du Tiers Monde pendant ces quinze dernières années.

Toutefois, on ne saurait résumer de façon linéaire la maturation de la stratégie internationale que le PSU a adoptée depuis sa fondation. Il faut distinguer la période d'avant mai 68 et celle que le congrès de Dijon (1969) a amorcé et qui se prolonge jusqu'en 1972-1973.

1 Avant 1968

Le PSU était alors un parti de réflexion et de propositions tant sur le plan intérieur (exemple du contre-plan) qu'extérieur, c'est-à-dire qu'il tentait de définir une autre politique internationale pour l'opposition de gauche au gaullisme. Sa pratique effective se limitait aux manifestations de solidarité et à rétablissement de liens d'amitiés avec les mouvements de libération nationale dans le monde.

Cette autre politique internationale s'explicitait autour des 3 axes suivants :

— **la croyance dans la nécessité de la construction européenne** comme pôle économique de résistance à la pénétration des capitaux américains et comme pôle politique indépendant des deux blocs, d'où un certain « flou » dans l'appréciation de la diplomatie gaullienne d'indépendance nationale vis-à-vis des Etats-Unis. Ceci se concrétisait par des propositions d'élargissement du Marché commun (à la Grande-

Bretagne par exemple), d'établissement d'une planification économique commune et de contrôle démocratique des institutions européennes.

— **la volonté de désarmement mondial** (notamment atomique) et la création d'une zone de désengagement et de coexistence pacifique en Europe de l'Ouest, ce qui supposait alors la présence de la France aux négociations de Genève (refusée par de Gaulle) et la résolution de la question allemande par le biais d'une neutralisation militaire. Se fondant sur un pacifisme idéaliste et sur une appréciation erronée du rôle militaire décroissant des alliances et pactes militaires, tel celui de l'OTAN, ces conceptions se maintiendront dans le PSU, même après 1968.

— **la condamnation de l'impérialisme US** vis-à-vis des pays du Tiers Monde qui avaient récemment acquis leur indépendance dans la vague de la décolonisation. Ceci passait par le soutien actif aux mouvements de libération nationale tel le FNL vietnamien et au principe du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le PSU souhaite aussi une politique favorisant le décollage économique des pays du Tiers Monde, notamment en luttant contre la détérioration des

termes de l'échange dont ils sont victimes par une aide à leur industrialisation et une ouverture du marché européen à leurs produits.

2 Depuis le congrès de Dijon (mars 1969)

Se posant le problème de la construction du parti révolutionnaire en France à la suite des espérances nées du mouvement populaire de mai 68, le PSU révisait ses conceptions internationales qui substituaient à une politique de relations diplomatiques une stratégie prenant en compte les luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes

2 - 1 Les thèses n° 16 et 17 de Dijon

a) « **La lutte pour le socialisme ne saurait être limitée au cadre d'un seul Etat** », telle est la formulation clé des thèses adoptées alors. C'est reconnaître, face à la restructuration internationale du capitalisme, l'interdépendance de fait des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes menées à travers le monde. Chaque force socialiste doit donc se battre effectivement sur son propre terrain contre l'adversaire commun. Ceci signifie :

— un rejet de certaines conceptions « tiers-mondistes » alors en vogue, qui idéalisait la capacité révolutionnaire de ces peuples à porter le coup décisif à l'impérialisme,

— un rejet de la conception née de la période stalinienne de l'Etat-guide ou du parti-guide. Chaque force socialiste doit pouvoir déterminer indépendamment sa propre stratégie de transition au socialisme sans se soumettre à la direction politique d'un Etat-guide dont l'exemple soviétique a prouvé que les dirigeants n'ont en vue que leurs intérêts spécifiques.

Il faut aussi remarquer une condamnation plus radicale des contradictions de la politique extérieure du gaullisme, dont la liaison avec le système atlantique d'alliances est mise à jour.

b) Partant d'une position nettement pro-israélienne fondée sur l'illusion que les partis ouvriers israéliens se dégageraient progressivement du sionisme, le PSU est parvenu, entre 1967 (guerre des six jours) et 1969 (Dijon) à reconnaître le rôle joué par Israël dans la stratégie impérialiste américaine et surtout à s'engager résolument dans le soutien de la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits.

c) Au moment où la Ligue communiste se constituait en tant que section de la IV^e Internationale, le PSU rejette la tentation avant-gardiste de projet de création d'une nouvelle internationale pour la direction des luttes révolutionnaires dans le monde et adopte la thèse de la coordination étroite sous forme d'un échange permanent des informations et d'une critique réciproque des ex-

périences entre les organisations les plus proches de sa ligne dans le monde.

d) La maturation très nette de la réflexion internationale du PSU garde toutefois une certaine confusion dans son approche de la politique européenne. La thèse 17 (« **les luttes à l'échelle européenne** ») accepte le « **processus irréversible** » de la CEE et semble regretter les réactions nationales qui gêneraient une intégration économique plus poussée au sein du Marché commun. Cependant, le problème de l'alternative socialiste au projet bourgeois de l'Europe unie n'est qu'ébauché à travers des propositions d'unité d'action des luttes ouvrières par-dessus les frontières européennes qui se satisfaisaient d'une simple liaison entre les différentes formes de lutte en Europe occidentale pour envisager une Europe des travailleurs.

2-2 Le programme d'action d'Orsay (janvier 1971)

Il inclut un texte sur les luttes internationales qui approfondit la problématique adoptée en 1969 et met l'accent sur le combat contre le système néo-colonial et les luttes internes à l'Europe capitaliste. Dans sa dénonciation du néo-colonialisme, le PSU décide de mener campagne non seulement contre le rôle des Etats-Unis, mais surtout contre l'impérialisme français en œuvre en Afrique Noire et fournisseur d'armes aux gouvernements colonialistes du Portugal et d'Afrique du Sud. Il appelle au soutien des luttes de libération nationale dans les Dom-Tom, vestiges du colonialisme français.

Quant à la coordination des luttes à l'intérieur de l'Europe, elle doit porter sur la dénonciation des régimes fascistes (Espagne, Portugal, Grèce) et l'organisation de luttes unies des travailleurs dans les firmes multinationales. L'hypothèse est que le soutien actif du prolétariat/européen sera nécessaire lorsqu'un maillon faible de l'Europe abordera la transition au socialisme.

Reconnaissant pour la première fois la place des travailleurs immigrés dans le combat anti-impérialiste, le programme d'action déclare se situer dans le cadre « **d'une stratégie générale des forces révolutionnaires dans le monde pour l'indépendance des peuples et le socialisme** ».

2-3 Les éléments du débat au conseil de Juvisy (juin 1972)

Les préoccupations internes au PSU empêchèrent le développement du débat international. Toutefois les textes préparés tant par le BN que par les trois tendances d'opposition marquent un élargissement de l'analyse collective, notamment sur le rôle des luttes de libération, le rôle des conflits inter-impérialistes, la signification des expériences de transition vers le socialisme (textes sur l'expérience chinoise et la nature de classe de l'URSS).

La tendance majoritaire autour de M. Rocard poursuit l'analyse démarrée à Dijon et Orsay,

mais explicite sa théorie du développement de la puissance des firmes multinationales. Elle affirme que cette croissance entraîne une profonde transformation du rôle des Etats capitalistes occidentaux et que ceux-ci voient décliner leur puissance politique et économique au profit d'un rôle strictement répressif et idéologique. Cette théorie (illustrée par l'ouvrage **Le Marché commun contre l'Europe** de Rocard-Jaumont-Lenègre) suscite de profondes critiques à l'intérieur du PSU. Sans nier la restructuration du capital international que représente l'essor des multinationales, l'autonomie étatique reste le fait social et politique dominant pour les pays d'Europe occidentale et ne modifie pas fondamentalement, au stade actuel de développement du capitalisme international, notre problématique de la prise du pouvoir d'Etat. De même, la majorité rocardienne fut critiquée pour son inaptitude à concrétiser son discours sur l'Europe des travailleurs autrement que par des initiatives dérisoires, telle la conférence de Bruxelles (1972).

Le cadre de ce rappel historique nous interdit toute l'analyse détaillée des autres textes en présence.

Depuis 1972, il n'y eut plus de débat collectif sur l'orientation de notre stratégie internationale. Le PSU a pris au coup par coup des positions, le plus souvent correctes, au gré de communiqués de presse, d'articles dans TS ou de déclarations communes avec des mouvements anticapitalistes et anti-impérialistes avec lesquels nous avons gardé des contacts fraternels. Mais l'activité internationale du parti se réduisait le plus souvent à des relations diplomatiques.

Il est difficile de clarifier après coup les critères qui ont guidé notre stratégie. Ils peuvent en fait se ramener globalement au soutien aux luttes anti-impérialistes. Ce soutien est plus ou moins critique suivant la base de classe et le travail de masse que mènent ces forces révolutionnaires. Notre attitude vis-à-vis des Etats « progressistes » du Tiers Monde a été ambiguë, alliant le soutien à leur lutte contre l'impérialisme US et les critiques constructives sur le développement de leurs expériences socialistes internes.

Une clarification s'impose car, sans coordination avec les autres luttes anticapitalistes dans le monde, notre action ne peut être qu'inefficace. De même les expériences voisines sont une leçon pour l'élaboration de notre réflexion.

3 Depuis le congrès d'Amiens

Au conseil national d'Orléans et au congrès d'Amiens, le PSU en refusant la remise en cause de ses options fondamentales, nationales et internationales, a poursuivi sa clarification straté-

gique sur le plan de la politique intérieure.

Cependant, au congrès d'Amiens, si le parti s'est doté d'une stratégie d'unité populaire, il n'a pas réussi à traduire cette progression sur le plan de la politique internationale.

Au cours de cette année, le PSU a continué d'apporter clairement et vigoureusement son soutien à des luttes ouvrières ou populaires importantes dans le monde (Chili, Sud Est asiatique, Palestine, Portugal, Espagne). Mais l'absence d'une définition d'une politique internationaliste d'ensemble a souvent limité le contenu politique de son soutien.

Pour le Chili, le PSU a, bien entendu, soutenu la résistance unitaire chilienne mais il n'a pas pu, en référence à sa propre stratégie, élaborer une position précise pour se situer face aux diverses composantes de la résistance chilienne. Ainsi, face au projet de reconstitution récente de l'Unité Populaire, sans le MIR, le PSU n'a pas les moyens politiques de donner une appréciation précise sur l'orientation actuelle de la résistance chilienne. Les militants ne peuvent plus se contenter de soutenir la résistance chilienne sans savoir quelles divergences la traversent.

Pour le Portugal, le soutien aux principales forces révolutionnaires (non maoïstes) a permis de montrer en France qu'il existait autre chose qu'un conflit entre le PCP et le PSP ; mais ce soutien ne s'est accompagné que progressivement d'une analyse critique de la stratégie dont ces forces étaient et sont porteuses. L'importance politique de l'enjeu portugais, ses répercussions profondes dans la vie politique française nous obligent à disposer d'une analyse politique très élaborée et à fonder notre soutien sur des critères politiques précis.

Pour les luttes de libération nationale, le débat sur la question palestinienne fut l'occasion de progresser dans la recherche des conditions et de la formulation de notre soutien.

La DPN des 14 et 15 juin précisait : « **Nous soutenons l'OLP représentant légitime du peuple palestinien dans sa lutte de libération nationale antiimpérialiste et antisioniste. Cependant, le soutien à l'OLP n'est contradictoire ni avec la recherche des convergences politiques avec les forces socialistes palestiniennes, ni avec un soutien à la lutte des classes que les travailleurs mènent à l'intérieur de l'Etat d'Israël et qui contribue à affaiblir l'idéologie et l'oppression sionistes.** »

Enfin, dans la mesure où nous posséderons enfin au niveau national une stratégie relativement élaborée de lutte pour le socialisme, nous pourrions ainsi soutenir les luttes des peuples de manière cohérente, en toute autonomie politique par rapport aux organisations qui les mènent. Nous pouvons et nous devons maintenant situer notre soutien par rapport à nos propres conceptions de lutte. Le soutien aux luttes ne se discute pas, ne se mesure pas et il est

parfaitement compatible avec une appréciation politique sur les stratégies mises en jeu dans la mesure où nous pensons apporter aussi une aide

politique à un mouvement populaire au sein duquel des forces sont en débat.

II La situation internationale

L'achèvement de la période de colonisation directe, les grandes victoires remportées par les luttes populaires de libération en Indochine, le recul de l'impérialisme US et son redéploiement en cours, l'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme, le développement des luttes de classes dans l'ensemble de l'Europe mais plus spécialement dans l'Europe du Sud, tout ceci nous impose d'articuler étroitement l'analyse de la situation internationale et les conclusions stratégiques et tactiques que nous en tirons.

1 L'évolution du rapport des forces international

La récession de l'économie mondiale est d'ores et déjà la plus forte récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les mécanismes anticrise se révèlent de plus en plus inefficaces :

- l'intervention de l'Etat,
- le renvoi des immigrés,
- l'inflation utilisée comme mécanisme de régulation des tensions sociales et de la lutte contre la baisse du taux de profit dépasse, du fait de la montée de la lutte des classes, les bornes admissibles par le système.

La crise s'approfondit :

- le chômage s'accroît dans des proportions qui n'ont rien à voir avec les récessions des années 1945-1970,
- dans le Tiers Monde, la montée des luttes anti-impérialistes et le renforcement de bourgeoisies locales contribuent à aggraver la crise du système. La « crise pétrolière » en constitue un des aspects les plus significatifs.

Mais la crise n'est pas simplement économique. Elle est aussi développement de la lutte des classes dans le centre et la périphérie.

1-1 Le relatif déclin de la puissance US

1.1.1. La reconstruction de l'Europe, le développement de l'impérialisme japonais, même s'ils se sont faits sous l'hégémonie des USA (nullement remise en cause aujourd'hui), rendent plus difficile la domination des Etats-Unis.

1.1.2. La victoire des peuples d'Indochine, au terme d'une longue lutte armée, porte un coup sévère à l'impérialisme qui essuie sa première grande défaite militaire et politique. Elle consacre un recul décisif des Etats-Unis dans l'Asie du Sud-Est, le premier de cette ampleur depuis l'instauration de la République populaire en Chine.

1.1.3. Les Etats-Unis doivent redéfinir leur stratégie internationale en fonction de la tentative des pays producteurs de matières premières de s'unir pour contrôler leurs ressources et par là même de contester l'hégémonie de l'impérialisme américain et redéfinir leur place dans le système capitaliste mondial.

1.1.4. L'effondrement des régimes dictatoriaux directement soutenus ou mis en place par les Etats-Unis les contraint à des révisions stratégiques difficiles (Grèce, Ethiopie, Portugal...).

1.1.5. Les difficultés internationales se conjuguent avec une double crise interne aux USA sans précédent depuis les années 1930 : économique d'abord, avec une récession qui produit 8 millions de chômeurs, politique ensuite, avec l'absence d'une équipe de gouvernement crédible dans le présent comme pour un avenir prévisible, et un ébranlement durable de la branche exécutive de l'Etat américain. Mais cette crise ne s'accompagne pas d'un développement de la lutte de la classe ouvrière américaine permettant d'envisager une crise révolutionnaire à l'intérieur des Etats-Unis.

1 - 2 La nouvelle stratégie US

Elle cherche à compenser les difficultés économiques et les défaites politiques par la définition de nouveaux rapports avec les Etats qui reconnaissent sa suzeraineté aussi bien qu'avec ceux qui la contestent.

1.2.1. Le retrait de l'impérialisme américain en Extrême-Orient a pour conséquence la concentration des moyens politiques, militaires et économiques au Moyen-Orient et en Europe. L'affaiblissement stratégique global des Etats-Unis peut se traduire par un renforcement ailleurs.

1.2.2. En dépit de ses échecs, la politique indochinoise US a contribué à renforcer le potentiel économique et l'avancée technologique des firmes américaines. Freinées sur le marché américain par la récession sévère qui sévit, elles sont d'autant plus agressives à l'extérieur où leurs opérations sont directement couvertes par l'appareil administratif et militaire US conscient qu'elles sont vitales pour le maintien de son

hégémonie. De ce fait, le partage des tâches entre les Etats-Unis et l'Europe se réalise sous l'arbitrage direct de l'impérialisme US. Impuissante à s'organiser de manière autonome, l'Europe est de plus en plus contrôlée par l'Allemagne fédérale qui relaie l'impérialisme US de ce côté de l'Atlantique.

1.2.3. L'Amérique latine continue à être une zone d'importance primordiale pour les Etats-Unis, à la fois du point de vue économique, politique et militaire. La brutalité du coup d'Etat au Chili est un exemple de la capacité d'intervention de l'impérialisme en liaison avec les bourgeoisies locales pour écraser les mouvements populaires qui menacent l'équilibre du continent.

1.2.4. L'autonomie relative des nouvelles bourgeoisies du Tiers Monde, dont la puissance se fonde sur la possession de matières premières essentielles à la croissance capitaliste, est acceptée à condition qu'elles jouent efficacement leur rôle de gardiens d'ordre dont elles deviennent solidaires en fonction de leur propre intérêt dans leurs zones (Iran, Brésil, Zaïre, Afrique du Sud...). Au système de domination absolue semble devoir succéder un système de condominium où des puissances secondaires prennent un contrôle sur une zone d'influence particulière et choisissent des alliés relativement autonomes.

1.2.5. Les Etats-Unis n'entendent plus manifester leur présence au Moyen-Orient par le seul intermédiaire d'Israël ; ils cherchent et semblent réussir à étendre leur influence dans des pays arabes dominés par la féodalité traditionnelle ou la bourgeoisie montante.

1.2.6. La politique dite « *de coexistence pacifique* » ne suffit plus à bloquer les évolutions dans un monde où les zones d'instabilité se multiplient. Elle exclut de moins en moins les affrontements par puissances locales interposées.

L'URSS hésite encore probablement sur l'évaluation des bénéfices et des inconvénients que peut lui valoir la crise mondiale de l'impérialisme. Elle appuie les forces capables d'assurer un développement économique fondé sur la constitution d'un important secteur d'Etat.

La situation s'est encore compliquée du fait que, retenant l'hypothèse de l'inévitabilité d'une troisième guerre mondiale, la Chine cherche systématiquement à diviser et à affaiblir ses adversaires principaux sans trop se soucier des répercussions locales de sa politique sur certaines luttes populaires.

Ainsi, en Europe, elle est conduite à inciter à l'union des bourgeoisies contre l'URSS.

2 L'impérialisme français

L'impérialisme français reste bien vivant et, contrairement à ce que croit l'opinion même à gauche, la fin de la guerre d'Algérie n'a pas clos le chapitre.

2 - 1 Stratégie giscardienne et impérialisme dominé

Dans le cadre de l'impérialisme dominant US, l'impérialisme français s'intègre tant sur les plans militaire (« le marché du siècle ») et économique (la refonte de l'industrie informatique Honeywell - Cil) que politique (la Conférence sur l'énergie). Le rêve gaulliste de l'indépendance française face à l'hégémonie US s'est écroulé, de même que l'espérance d'un leadership sur l'Europe de l'Ouest. L'Allemagne assure maintenant le rôle de relais au mieux des intérêts « atlantiques ».

Abandonnant la diplomatie du sarcasme anti-américain chère à M. Jobert, Giscard tente de négocier la place de l'impérialisme français dans le réseau complexe de la domination US au plan mondial.

La stratégie giscardienne a trois ambitions :

a) **se tailler, à sa mesure, un rôle de leadership sur le bassin méditerranéen** en s'appuyant sur le Maghreb (récents voyages Algérie-Maroc et bientôt Tunisie), et sur les amitiés gagnées dans les pays du Moyen-Orient par la diplomatie gaulliste lors des conflits israélo-arabes ;

b) **établir des relations privilégiées avec les relais de l'impérialisme US dans le Tiers Monde**, principalement avec l'Iran et l'Afrique du Sud. Les livraisons d'armes françaises (y compris à charge nucléaire) sont en plus d'un marché « juteux », la base d'un clientélisme diplomatique dont nos dirigeants se moquent bien qu'il couvre, comme en Afrique du Sud, la répression la plus féroce des populations indigènes ;

c) **maintenir les positions acquises en Afrique, c'est-à-dire renforcer la politique de « coopération » avec les pays francophones**. Depuis la vague d'indépendance de 1960, la France a pratiqué « *l'art de s'en aller pour mieux rester* », c'est-à-dire la mise en coupe réglée des pays concernés, pillant leurs ressources naturelles, exploitant un commerce de sur-profits, maintenant l'ordre par le biais de régimes fantoches, diffusant l'idéologie dominante occidentale par le contrôle des systèmes d'enseignement... Ceci n'est qu'un rapide tableau de l'hypocrisie de la « coopération » qui dissimule la réalité de 15 ans de néo-colonialisme. Giscard-Abelin n'ont que peu modifié la stratégie de Foccart. Les structures administratives, commerciales, militaires et financières restent solidement ancrées. Tout au plus, la seconde génération d'équipes gouvernementales, souvent composée de militaires, témoigne d'un essor des bourgeoisies nationales qui moralise la vie publique mais préserve l'essentiel des intérêts français. Toutefois Giscard se montre partisan d'une « **coopération à la carte** » qui s'adresse plus aux pays qui ont quelque chose à offrir (Côte-d'Ivoire - Sénégal - Gabon) qu'aux pays les plus déshérités ainsi que l'illustre son attitude scandaleuse vis-à-vis des pays du Sahel.

A ces trois ambitions — leadership méditerranéen, relations privilégiées avec les relais US du Tiers Monde, coopération sélective en Afrique — l'impérialisme français ajoute une politique coloniale directe qui se cache sous le masque des Dom-Tom où la France se maintient

par la violence et la fraude électorale malgré la volonté d'autonomie des populations locales.

2 - 2 Le joug colonialiste de la France existe encore

Depuis la libération des colonies portugaises, la France reste le dernier pays colonial en Afrique, avec l'Espagne bien sûr. Djibouti, la « **colonie aux barbelés** » se dissimule sous le nom de Territoire des Afars et des Issas. Ainsi dans le monde, que ce soit aux Antilles, à La Réunion ou en Nouvelle-Calédonie, des colonies sont baptisées Départements ou Territoires d'outre-mer.

Le dernier bastion du colonialisme français en Afrique reste Djibouti. Depuis deux ans, la situation politique s'y est dégradée : fraudes électorales institutionnalisées, développement de la misère économique et sociale, accroissement de la présence militaire en raison du rôle stratégique, répression policière par rafles systématiques, maintien en prison de deux prisonniers politiques anticolonialistes depuis 1968 (Omar Osman Rabeh et Omar Elm Kaïreh) et accaparement de tous les pouvoirs par la clique d'Ali Aref aux ordres de la métropole.

Les îles des Antilles et la Réunion sont maintenues dans une économie agricole et de monoculture et un chômage délibérément provoqué afin d'alimenter une émigration de « traite » vers la métropole. Cette émigration sert à désamorcer une situation sociale et politique explosive et fournit une main-d'œuvre à bon marché au capitalisme français.

2 - 3 De nouvelles perspectives pour les révolutionnaires

Jusqu'à la fin des années 60, les métropoles impérialistes semblaient rester à l'écart de la grande vague révolutionnaire qui déferlait essentiellement sur les pays dominés. Aujourd'hui, au contraire, la perspective de la révolution socialiste est à l'ordre du jour en Europe. C'est cette situation, historiquement nouvelle, que nous vivons aujourd'hui.

2.3.1. La tendance au développement des luttes de libération nationale s'affirme en même temps que se renforce leur caractère socialiste.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les luttes de libération nationale se sont multipliées.

Face à l'affirmation de la volonté d'émancipation des peuples qu'elles opprimaient, les puissances colonialistes et impérialistes ont cherché essentiellement à préserver leurs intérêts économiques et militaires. Cette politique a souvent réussi : dans bon nombre de pays du Tiers Monde, l'accès à l'indépendance politique formelle s'est accompagné d'une perpétuation de la domination impérialiste.

La lutte des peuples des pays peu développés connaît une nouvelle phase de développement

depuis plusieurs années: elle s'oriente vers la conquête de l'indépendance complète aussi bien économique que politique, et prend souvent un caractère socialiste.

Un nombre d'Etats croissant s'engage dans le combat pour la reconquête de leurs ressources économiques.

Dans de nombreux pays dominés par le néo-colonialisme, des mouvements populaires engagent la lutte contre la bourgeoisie compradore ou les dirigeants féodaux, fidèles serviteurs de l'impérialisme.

L'Asie tout entière, jusqu'à la péninsule indienne et à l'Indonésie, ressent les conséquences des victoires indochinoises. Le récent coup d'Etat du Bengla-Desh montre bien que l'impérialisme en est conscient.

En Afrique, les éclatantes victoires au Mozambique et en Guinée remuent toute l'Afrique australe. L'Angola, avec ses immenses richesses, est le lieu actuel de l'affrontement avec l'impérialisme en Afrique. La défense de leurs intérêts face à la révolution amène les régimes racistes blancs et les bourgeoisies noires à une alliance dont le but est de contenir, de diviser, et en définitive d'écraser le mouvement d'émancipation des masses noires.

Après les affrontements économiques (pétrole), militaires (Kippour), et politiques des dernières années, le rapport des forces au Moyen-Orient s'est sensiblement modifié. Les États-Unis, souvent relayés par l'URSS, ne ménagent pas leurs efforts pour aider les bourgeoisies locales à stabiliser la situation à leur profit et contenir la révolution palestinienne reconnue internationalement à travers l'OLP.

Le mouvement palestinien se trouve mis en difficulté par les premiers succès de la stratégie Kissinger et en particulier l'accord américano-égyptien. Une fois de plus l'impuissance et enfin la trahison des Etats à directions nationalistes petites-bourgeoises et bourgeoisies dans la lutte des peuples dominés est mise en évidence.

En Amérique latine, le rapport de force issu des victoires contre-révolutionnaires en Bolivie, Uruguay et Chili commence à être remis en cause. L'affermissement du nationalisme militaire au Pérou, Equateur, Panama, Costa-Rica se conjugue avec le renouveau du nationalisme bourgeois au Mexique et au Venezuela. D'un autre côté la défaite du courant fascisant dirigé par Lopez Rega en Argentine (pays clé par la force de son prolétariat organisé) ouvre de nouvelles perspectives de crise sociale et politique. Le Chili de Pinochet n'échappe pas à cette tendance où, à la profonde crise économique, vient s'ajouter le début d'une crise de direction politique.

2.3.2. Le développement des luttes de classes en Europe ouvre d'importantes perspectives à la lutte pour le socialisme.

La victoire de la révolution socialiste en Europe serait décisive à plus d'un titre :

- en tant que métropole impérialiste,
- pour les conséquences inévitables sur les luttes antibureaucratiques dans les Etats dits « socialistes »,

— par la force historique du socialisme autogestionnaire, dont les possibilités s'affirment particulièrement dans cette région.

a) Les possibilités révolutionnaires en Europe

La révolution portugaise a ouvert une brèche décisive dans le système général de domination en Europe. Ses secousses se font sentir d'abord en Europe du Sud où les mécanismes institutionnels de la bourgeoisie subissent une crise sans précédent (Italie, Grèce, Espagne). Mais son écho est entendu au-delà, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Scandinavie. Ici les travailleurs y retrouvent le sens de leurs propres combats et des nouvelles formes de lutte employées.

La montée et le durcissement des luttes de classes en Europe est un phénomène général.

L'approfondissement de la crise globale économique et idéologique de la société européenne s'accompagne d'un développement des luttes de classes dans l'ensemble de l'Europe. Au nord, en dépit du freinage exercé par les directions social-démocrates au pouvoir, les affrontements se renforcent, des formes nouvelles de luttes apparaissent, des solidarités concrètes se nouent à l'occasion de combats contre un ennemi commun.

Au sud de l'Europe, autant que les luttes ouvrières, les divisions des bourgeoisies locales au pouvoir, malgré la répression fasciste en Espagne, entraînent une crise des dictatures qui a créé, et créera, à des degrés divers, des ouvertures capables d'évoluer rapidement en situation prérévolutionnaire et même carrément révolutionnaire.

Le développement d'une situation de crise profonde en Italie, la nécessité dans laquelle la bourgeoisie se trouve de définir à bref délai de nouvelles alliances de classes, font de ce pays un maillon faible de la chaîne capitaliste en Europe.

Dans de nombreux pays, la montée vers les Etats forts, la redéfinition du rôle de l'OTAN sont des données nouvelles dans la stratégie des bourgeoisies européennes.

L'ensemble de cette situation est renforcé par l'incapacité structurelle qu'a la soi-disant « Europe des Neuf », d'affirmer une « indépendance » face aux groupes multinationaux d'origine américaine.

L'insistance que mettent les bourgeoisies européennes à parler de Communauté et même de supra-nationalité ne doit pas faire illusion.

L'internationalisation du capital ne supprime

pas les Etats des métropoles impérialistes, mais elle en change profondément la politique et les institutions tout en leur conservant leur caractère d'Etats nationaux. En effet, l'Etat ne se réduit pas à un instrument aux mains de la bourgeoisie, il reproduit les antagonismes de classe de l'ensemble d'une formation sociale. Les Etats prennent en charge les intérêts du capital impérialiste dominant pour sa reproduction au sein de la formation sociale nationale, en fonction de la place de celle-ci dans la chaîne impérialiste (division internationale du travail).

C'est pourquoi le développement du soutien à la révolution portugaise a cette importance. Victoire ou défaite au Portugal sera victoire ou défaite en Europe.

b) Les faiblesses du mouvement ouvrier européen

Devant tant de possibilités, le mouvement ouvrier européen manifeste de lourdes faiblesses. Son attentisme est patent face à l'offensive bourgeoise. Son manque de coordination est largement ressenti alors que les groupes capitalistes s'internationalisent.

Mais par ailleurs il traverse une crise nouvelle. Dans les pays dominés par la social-démocratie, des contradictions surgissent au sein des partis socialistes face à l'alternative : intégration à l'appareil d'Etat bourgeois ou lutte socialiste. Le mouvement communiste quant à lui n'échappe pas à cette crise. Les secousses du « Printemps de Prague » continuent de faire leurs effets. Les difficultés rencontrées par l'URSS, et les partis qui la suivent, de convoquer la conférence européenne des partis communistes, montrent que la tendance au polycentrisme s'est accentuée. La crise du stalinisme, si elle s'est parfois traduite par la « démocratisation » de partis à base de masse (Italie, Espagne), n'a pas, tant s'en faut, débouché sur une remise en cause des stratégies réformistes.

Face à cette double impasse, l'alternative révolutionnaire n'est qu'en gestation. Elle se construit d'abord dans les nouvelles luttes de classes. Mais déjà, dans plusieurs pays, de nouvelles forces politiques révolutionnaires se développent et convergent.

Le développement de l'unité d'action de toutes les forces du mouvement ouvrier à l'échelle européenne est une nécessité absolue. Comme l'est la coordination et la concertation entre les diverses forces révolutionnaires qui se battent sur des objectifs proches des nôtres.

bases de notre internationalisme

Pour une organisation se réclamant du socialisme autogestionnaire, un certain nombre de principes doivent guider une politique internationaliste.

Le capitalisme s'est universalisé au cours du siècle écoulé, et a créé un système international de rapports économiques et sociaux, fondé sur

l'exploitation du prolétariat et le pillage du « Tiers Monde ». Les bouleversements sociaux survenus depuis 1917, et surtout 1945, dans un certain nombre de pays (Europe de l'Est et des Balkans, Chine, Cuba, Asie du Sud-Est), l'émancipation de la tutelle impérialiste de nombreux peuples colonisés, n'empêchent que l'économie mondiale reste dominée par ces rapports. Mais d'un autre côté, sur le plan du rapport des forces entre le capitalisme et ses adversaires, l'internationalisation du capital et l'extension de sa domination font qu'un maillon du système ne peut être touché sans affaiblir la cohésion de l'ensemble. Le capitalisme mondial, en tant que tel, malgré les contradictions qui le divisent, est donc obligé de réagir à tout ce qui affecte son fonctionnement général, quelle que soit la partie du monde concernée.

De son côté, le mouvement ouvrier international est directement concerné par la réussite ou par l'échec d'une lutte opposant, dans un cadre national donné, la bourgeoisie au prolétariat et à ses alliés. Une victoire prolétarienne (prise du pouvoir) affaiblit le système dans son ensemble ; tout échec, au contraire, le renforce. D'autre part, un pays où le prolétariat a conquis le pouvoir reste inséré dans le marché mondial dominé par le capitalisme. Voyant se liguer contre lui toutes les forces de la bourgeoisie internationale, le nouveau pouvoir ne peut mener à bien la construction du socialisme dans un cadre national, avec ses seules forces. D'où l'importance de la solidarité internationale, de l'internationalisme : l'affirmation de cette importance doit se traduire, dans le parti et avec les forces qui lui sont proches, par une réflexion sur les conditions internationales de la réussite d'une expérience de transition au socialisme. Cette question, qui s'est trouvée au centre de nombreux débats dans le mouvement ouvrier, devra être envisagée au fond, à l'occasion de la discussion sur le programme de transition.

1 L'expérience des Internationales

Dès ses origines, le mouvement ouvrier a recherché les moyens de se concerter au niveau international, en coordonnant les activités de ses différentes composantes nationales. Cette volonté correspondait — et correspond toujours — à une réalité objective, décrite par Marx dans le passage suivant de l'**Idéologie Allemande** :

« Tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie créa une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps ».

Au siècle dernier, avec la 1ère Internationale, cette volonté d'organisation internationale des travailleurs a joué un rôle très important dans la création, au niveau des différents Etats nationaux, des forces organisées autonomes du prolétariat. La constitution des première, deuxième, et troisième Internationales permit des avancées

successives des luttes et de la conscience socialiste de la classe ouvrière dans les divers pays.

Mais le problème de cette organisation de la classe ouvrière à l'échelle mondiale s'est toujours heurté à trois obstacles fondamentaux :

— les divergences provenant du développement même du mouvement ouvrier et existant en son sein sur les moyens, les formes et le but de la lutte du prolétariat ont toujours empêché le regroupement international des organisations ouvrières.

Dès 1872, l'opposition entre les partisans — d'inspiration marxiste — de la lutte politique comme moyen d'émancipation du prolétariat, et les bakouninistes (qui refusaient ce moyen de lutte), aboutit au dépérissement de la 1ère Internationale. Depuis la Première Guerre mondiale, les internationales constituées n'ont été que des regroupements de tendances du mouvement ouvrier.

— le problème d'une stratégie, d'une tactique et d'un programme universels pour le mouvement ouvrier international a souvent été posé et n'a jamais pu être résolu. La diversité des conditions de la lutte des classes, la variété des impératifs tactiques, ont amené les Internationales soit à éviter ces questions, soit à les régler arbitrairement par des artifices théoriques.

Dans la seconde Internationale (jusqu'en 1914), l'affirmation commune d'un nombre limité de principes généraux abstraits dissimulait mal de profondes divergences sur la stratégie et la tactique — divergences affaiblissant l'unité et la capacité d'intervention politique de l'Internationale. Dans la 3ème Internationale (Komintern), une centralisation autoritaire et le recours à une grille d'explication théorique ont permis la définition d'un programme universel, d'une stratégie et d'une tactique applicables par tous les partis adhérents ; mais le schématisme de cette grille d'analyse rendait cette application toujours difficile et souvent désastreuse. Ce problème a toujours achoppé sur le fait qu'il n'existe pas de mode de production « pur » à l'échelle mondiale ; seules existent des formations sociales dominées par le mode de production capitaliste, où la reproduction des rapports sociaux est organisée par l'Etat national. Si toute lutte de classe a, d'emblée, un caractère international, elle ne se développe pas dans chaque formation sociale comme la reproduction d'un processus identique. Il en va donc de même pour les stratégies politiques des organisations ouvrières nationales.

— l'avancée inégale des organisations ouvrières nationales, en fonction des conditions particulières de leur combat, a permis que s'instaure dans les Internationales ouvrières l'hégémonie du ou des partis les plus puissants, représentant les phases « avancées » de la lutte du prolétariat. Cette hégémonie a tendu à imposer des modèles (de type d'organisation, de stratégie) proposés ou imposés aux autres organisations, et aux internationales elles-mêmes. Ainsi, au modèle allemand prédominant dans la 2ème Internationale, a succédé dans la troisième le modèle russe ; le Komintern créé en 1919 par la fraction révolutionnaire du mouvement ouvrier, refusant le social-chauvinisme et le réformisme, et qui regroupait de façon pluraliste partis et

syndicats révolutionnaires, s'est vu imposer en 1921-1925, le modèle du PC russe, dont il est devenu, au fil des années, un appendice international.

2 Les bases d'une coopération internationale

• 2.1 — Le PSU ne se reconnaît aujourd'hui dans aucune Internationale constituée.

La seconde Internationale joue aujourd'hui un rôle plus que douteux. Elle est dominée par le réformisme, et certains des partis qui la composent pratiquent ouvertement une politique de collaboration de classe ou de gestion loyale des intérêts capitalistes.

Elle est favorable à l'Alliance atlantique et soutient fréquemment la politique impérialiste des Etats-Unis. Elle est, beaucoup plus qu'une internationale, une amicale de partis incapables ou peu désireux d'exprimer les intérêts des travailleurs.

La quatrième internationale offre le spectacle de ses déchirements permanents et, surtout, ne représente pas valablement les forces vives du mouvement ouvrier révolutionnaire. Sa naissance a exprimé l'opposition salutaire de militants révolutionnaires au stalinisme. Mais elle correspond à une forme dépassée d'organisation commune des partis révolutionnaires.

La conception d'un « parti mondial » de la révolution recèle de grands dangers que l'expérience du Komintern a pleinement révélés. Le centre dirigeant de ce parti mondial ne peut être, soit qu'un moyen de transmission d'ordres, donnés par un Etat dit socialiste en fonction d'intérêts nationaux, soit qu'un état-major impuissant, prodiguant des excommunications répétées ravalant l'internationale au rang d'une secte mondiale.

La lutte des classes se mène d'abord dans un cadre national : cette donnée de fait n'exclut nullement les principes internationalistes. Mais l'idée d'une rigoureuse stratégie mondiale, de mots d'ordre définis au sommet et applicables partout, ne peut que se heurter à la réalité concrète de la lutte des classes et aboutir à une ligne totalement abstraite, contradictoire avec les différents combats menés dans les cadres nationaux.

• 2.2— De même que le PSU ne reconnaît aucun Etat comme modèle pour la transition au socialisme, il ne fonde pas sa politique internationaliste sur la défense d'un « pays-guide » dont l'Etat constituerait la base de départ de l'offensive révolutionnaire internationale, le « bastion du socialisme ». Pour le mouvement communiste orthodoxe, le principal critère de l'internationalisme est la défense de l'URSS ; cette conception est reprise sous une forme presque identique par le mouvement maoïste « officiel ». Cette politique n'est pas la nôtre. Notre stratégie internationale ne peut reposer sur l'adhésion à la politique extérieure d'Etats dont les objectifs ne correspondent pas nécessairement aux nôtres.

• 2.3 — L'internationalisme ne peut bien sûr se limiter à de vagues manifestations de solidarité, ni à des « soutiens » réciproques que des partis frères s'apporteraient généreusement. Pour le PSU, il doit se traduire concrètement par un rapprochement des forces qui nous sont proches, par la coordination du combat et de la réflexion de ces forces, par la mise en commun des analyses, par des actions communes menées contre le capitalisme et l'impérialisme, contre les tentatives de division du prolétariat en fonction d'intérêts « nationaux ». Cette coopération très poussée doit se faire dans le respect de la souveraineté de chaque parti sur la conduite de la lutte dans son pays. Elle implique donc une forme souple d'association volontairement et librement consentie.

Cette volonté de coopération ne peut aujourd'hui être traduite par une tentative de constitution d'une nouvelle internationale. Une telle tentative isolerait et minorerait le courant politique que le PSU et d'autres organisations proches représentent. Ce courant ne se résume pas à des organisations ; bien au contraire, son importance est sans commune mesure avec elles. Il exprime en effet, de la, part de la fraction la plus consciente de la classe ouvrière, la volonté de refuser à la fois les illusions réformistes et un type d'accès au socialisme inspiré par un modèle sacro-saint.

Une tentative — illusoire d'ailleurs — de construction d'une cinquième Internationale ne ferait qu'obscurcir notre volonté stratégique. Elle ajouterait une tendance de plus à celles qui existent déjà dans le mouvement ouvrier international, alors même que, dans ces dernières, de nouveaux clivages se dessinent, des solidarités anciennes se défont. Au moment où s'esquisse, en fonction des données nouvelles de la lutte des classes à l'échelle internationale, une dissociation des « blocs ouvriers internationaux » opposés depuis des décennies, s'engager dans cette voie risquerait de nous mener dans l'impasse, en nous confinant dans un « ghetto » international dont nous ne pourrions sortir.

Depuis plusieurs années, nous nous efforçons d'exprimer dans notre programme et par notre stratégie les aspirations des travailleurs. Une de ces aspirations les plus profondes est l'aspiration à l'unité et au dépassement, dans la lutte contre la bourgeoisie, des divisions et des contradictions qui traversent la classe ouvrière. Le congrès d'Amiens a tenté de répondre à cette aspiration en ce qui concerne le combat à mener en France. Sur le terrain international, il nous faut aujourd'hui tenter de donner un prolongement à notre stratégie d'unité populaire, en cherchant à développer, en Europe notamment, la lutte de toutes les forces ouvrières et populaires contre le capitalisme et l'impérialisme.

3 Nos principes internationalistes

Au-delà de cette capacité directe d'intervention du PSU dans la lutte internationale contre le

capitalisme, se pose le problème de notre attitude générale vis-à-vis des luttes ouvrières et populaires dans le monde et des organisations et mouvements qui les représentent.

3.1 — Notre principe internationaliste fondamental, en tant que parti ouvrier s'appuyant sur l'analyse marxiste doit être le soutien prioritaire à apporter à la classe ouvrière des autres pays et à la lutte qu'elle mène pour s'organiser et s'émanciper.

A partir de cette position, le PSU doit définir concrètement sa politique, ses alliances, le type de rapports et de soutien qu'il est amené à établir avec les forces du mouvement ouvrier international. Cette définition ne peut être que liée à la conception même que nous avons de la lutte pour le socialisme, de la nature du socialisme que nous voulons construire — le socialisme autogestionnaire — et des moyens que nous proposons pour y arriver. Ce soutien global au mouvement ouvrier des autres pays doit s'accompagner d'une appréciation politique de l'orientation de ses luttes en fonction de notre propre stratégie.

Dans le combat commun contre la bourgeoisie, nous devons garder notre liberté d'appréciation par rapport à la stratégie et à la tactique des autres forces ouvrières, ce qui implique donc des formes diversifiées de soutien. Notre soutien s'établira donc en fonction des objectifs et du programme des mouvements concernés, et des répercussions de leurs luttes sur le rapport des forces mondial. Les problèmes du soutien politique ne doivent pas être confondus avec celui de la solidarité nécessairement inconditionnelle contre la répression impérialiste ou réactionnaire. Ainsi, nous devons soutenir le FRAP espagnol contre la répression qui s'abat sur lui, sans pour autant cautionner et reconnaître la validité de ses orientations et des moyens de lutte qu'il emploie.

Dans bon nombre de pays capitalistes développés, le mouvement ouvrier organisé est dominé par le réformisme, pratique la collaboration de classes, soutient la politique impérialiste de la bourgeoisie. La progression des forces politiques ouvrières — même social-démocratiques — aux dépens de celles de la bourgeoisie ne nous en est pas pour autant indifférente. Nous devons toujours soutenir la lutte des travailleurs contre le capitalisme, y compris dans des pays comme l'Allemagne, les USA ou Israël ; mais ce soutien doit s'accompagner d'un travail d'explication mené en direction de ces travailleurs, contre les illusions réformistes, la collaboration de classes et le soutien apporté à la politique impérialiste de leurs bourgeoisies et de leurs Etats.

L'avancée inégale du mouvement ouvrier dans les différents pays dépend de considérations objectives (développement des forces productives) et de considérations subjectives (intensité de la lutte des classes). Il est évident,

pour prendre l'exemple du Portugal, que le salazarisme — lié lui-même à des structures capitalistes arriérées — a isolé le mouvement ouvrier portugais du mouvement ouvrier international et a effacé la mémoire collective de ses propres acquis. Dans ce contexte — qui ne confère à aucun mouvement ouvrier national, ni à un Etat « ouvrier », ni à un soi-disant « centre international » une quelconque priorité doctrinale — la solidarité avec la lutte des travailleurs et des mouvements portugais doit pouvoir s'accompagner d'un débat approfondi, public, devant les masses. Ce débat politique, qui permet l'échange d'expériences, la confrontation stratégique et tactique, est un aspect fondamental de l'internationalisme.

3.2 — Notre second principe doit être de développer la lutte contre l'impérialisme. Celle-ci est en effet inséparable du combat d'ensemble contre le capitalisme, puisque l'impérialisme est la conséquence de l'extension internationale de la domination capitaliste.

Le PSU doit soutenir la lutte contre les puissances impérialistes des peuples qui cherchent à conquérir leur indépendance politique et l'entière disposition de leurs ressources économiques. Ce soutien global est entier et inconditionnel.

Notre solidarité avec ces peuples doit se traduire concrètement : le PSU doit soutenir dans leurs objectifs anti-impérialistes les mouvements et les forces organisés qui expriment politiquement leurs luttes. Ce soutien apporté à des organisations ne peut être inconditionnel : il doit s'accompagner d'une analyse de leur base de classe et de leur programme. Certains de ces mouvements reposent en effet sur une alliance de classes entre bourgeoisie nationale, paysannerie et classe ouvrière. Le type de rapports que nous entretenons avec eux dépend de la netteté de leur engagement anti-impérialiste et de la classe sociale y disposant de l'hégémonie politique.

Dans le cadre de ce soutien global, nous devons développer des relations privilégiées avec les organisations représentant la classe ouvrière et aider à leur développement par tous les moyens dont nous disposons.

Ce problème de la libération des peuples opprimés par l'impérialisme doit s'accompagner d'un débat d'ensemble sur la question nationale et l'autodétermination des peuples, que le Conseil National devra mener à terme.

Notre attitude à l'égard des Etats cherchant à contrôler leurs ressources économiques, ou participant — sous une forme ou sous une autre — au combat contre l'impérialisme, doit être guidée par les mêmes principes : nous devons leur apporter notre appui dans ce combat, sans abandonner pour autant notre droit de critique quant à leur nature de classe, ni renoncer à nouer des relations étroites avec les forces politiques de la classe ouvrières qui y existent.

III Les tâches internationalistes du PSU

1 Dans la solidarité aux peuples dominés

a) De plus en plus, la France établit des relations privilégiées avec les relais impérialistes, renforce et soutient les régimes les plus réactionnaires du Tiers monde et d'Europe.

En Afrique, elle soutient le régime raciste d'Afrique du Sud et le gouvernement tchadien contre le Frolinat. En Asie, elle appuie la bourgeoisie iranienne qui intervient militairement au Dhoffar contre les combattants du FLO-GAO.

Le PSU doit se donner les moyens d'apporter un soutien actif aux peuples de ces pays, à leurs organisations révolutionnaires et anti-impérialistes, par une action militante en France même.

b) A l'heure actuelle, la lutte de libération du peuple palestinien exige notre soutien actif. Cette lutte défie directement l'impérialisme américain, en affrontant son représentant, l'Etat d'Israël. C'est pourquoi nous soutenons l'OLP dans son combat contre l'impérialisme américano-israélien. Une campagne plus ample d'information et de mobilisation des travailleurs français, en accord avec les représentants en France de l'OLP, doit être entreprise. Le soutien apporté au peuple palestinien depuis plusieurs années déjà doit se renforcer, surtout après les succès de la politique des petits pas de Kissinger. Les revendications légitimes du peuple palestinien reçoivent notre soutien, motivé de plus par l'importance de l'enjeu, des forces en présence dans la région.

Le PSU soutiendra l'OLP dans sa lutte pour parvenir aux objectifs que se fixe la résistance palestinienne.

Le soutien à l'OLP n'est contradictoire ni avec la recherche des convergences politiques avec les forces socialistes palestiniennes, ni avec un soutien à la lutte des classes que les travailleurs mènent à l'intérieur de l'Etat d'Israël et qui contribue à affaiblir l'idéologie et l'oppression sionistes.

Le PSU prendra tous les contacts nécessaires avec les forces progressistes des pays méditerranéens pour examiner leur apport au règlement de la question du Proche-Orient sur les bases des positions de l'OLP, et pour envisager les moyens concrets d'aider au renforcement de la lutte de la résistance palestinienne. Le PSU poursuivra son action pour la reconnaissance internationale de l'OLP.

c) Notre action doit aussi se diriger dans une autre direction importante. En effet, nous entrons dans une phase où la fin des empires coloniaux est presque une réalité et où la simple lutte pour l'indépendance politique est aussi presque achevée.

Aussi devons-nous être attentifs à la lutte des jeunes Etats pour échapper à l'emprise néo-colonialiste des grandes puissances, pour la récupération de leurs ressources naturelles. Le PSU est amené à soutenir ces luttes parce qu'elles affaiblissent l'impérialisme. Mais il est aujourd'hui nécessaire d'aller plus avant dans la voie de la concertation avec certains pays progressistes du Tiers Monde. S'ils comptent sur nous pour que s'affirme dans les pays du centre une force qui, face à la bourgeoisie, défend leur action anti-impérialiste, nous aurons besoin d'eux si nous voulons tenter victorieusement une expérience de transition au socialisme. Dès maintenant, nous devons débattre ensemble de la manière de lutter contre la restructuration du capitalisme mondial.

C'est pourquoi le PSU pense qu'une confrontation entre les forces socialistes des pays européens et les forces progressistes du Tiers Monde est nécessaire. Déjà en 1967, le PSU avait été à l'origine d'une Conférence méditerranéenne. Une initiative de même ordre doit être reprise.

Pourraient être abordés :

— la lutte contre l'OTAN comme force de dissuasion politique permanente en Europe ;

— le soutien aux luttes populaires, et en particulier celles du peuple palestinien et des peuples du Golfe arabo-persique ;

— le type d'action à mener sur le problème des matières premières et des transferts de certaines industries.

— d) Les tâches de reconstruction au Sud-Vietnam, d'unification avec le Nord, d'édification du socialisme exigent le soutien des travailleurs français.

— Le PSU, qui a été aux premiers rangs de la lutte contre l'intervention américaine, continuera à soutenir la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie.

— e) Le 11 novembre, le MPLA, le seul mouvement exprimant la volonté de libération du peuple angolais, proclamera unilatéralement l'indépendance. La guerre civile, entre l'UNITA et le FNLA soutenus par les forces coalisées du Zaïre et de l'Afrique du Sud, les USA et la Chine, entrera dans une nouvelle phase. En cas de victoire, le MPLA pourra réaliser ses objectifs socialistes à travers l'implantation du pouvoir

populaire.

— Le PSU prendra toutes les dispositions pour soutenir le MPLA dans son combat pour prendre, maintenir et étendre son pouvoir. D'autant que le gouvernement Giscard, dont le soutien aux mouvements fantoches FNLA et UNITA est bien connu, sera un élément de la bataille.

— f) Le combat pour le Chili reste pour le PSU un objectif permanent. Le régime Pinochet n'a pas réussi à briser la classe ouvrière, ni à maîtriser une situation économique plus que désastreuse. C'est ce qui entraîne une crise politique de direction dans la junte.

— La bourgeoisie américaine elle-même, ou au moins certaines de ses tendances, est amenée à réexaminer ses rapports avec la junte.

— La réunion de Caracas, entre le parti radical, la « gauche » de la démocratie chrétienne, en présence d'un représentant de la direction du PS et avec l'appui du PC, ébauche une alternative bourgeoise « libérale » au régime de dictature. Cette tentative serait favorisée par la reconstitution de l'unité populaire, excluant le MIR et la soumettant en fait à la stratégie du PC.

— La gauche révolutionnaire chilienne (coordinadora du PS, MIR, MAPU) est encore minoritaire, mais elle joue un rôle capital dans la résistance intérieure.

— Le succès de la résistance chilienne passe par l'unité des forces ouvrières sans exclusives et le développement du courant révolutionnaire.

— g) Mais une tâche prioritaire est celle de la défense de la Révolution portugaise.

— Le sixième gouvernement provisoire provoque des risques de guerre civile en tentant, sans succès pour l'instant, de remettre en cause les conquêtes de travailleurs et les organes de pouvoir populaire (les acquis : commissions de travailleurs, de moradores, de soldats)...

— L'affrontement décisif approche. Le PSU a été et restera au côté des travailleurs et des forces révolutionnaires dans les semaines et les mois décisifs qui viennent.

— Dans cette situation, notre travail en direction des travailleurs portugais en France, en liaison étroite avec les organisations révolutionnaires portugaises présentes dans notre pays, doit être poursuivi.

— Le PSU doit continuer à développer la mobilisation des forces socialistes pour le soutien et la défense de la Révolution portugaise.

2 Lutter contre l'impérialisme français

La lutte contre l'impérialisme français doit être menée sans répit, en étroite liaison avec les luttes de libération des peuples dominés.

• 2.1. Le PSU dénonce la domination colonialiste française dans les DOM-TOM et défend le droit des peuples à l'indépendance. Il soutient les organisations qui, sur place, luttent

pour leur émancipation nationale. Il s'efforcera de poursuivre en France des campagnes de :

— dénonciation du mécanisme d'exploitation économique;

— dénonciation de la politique répressive du gouvernement et de sa justice coloniale, notamment à Djibouti ;

— soutien populaire aux organisations qui se battent pour l'indépendance.

• 2.2. Le PSU doit dénoncer la politique néo-coloniale de la France, les hypocrisies de la politique de « coopération » et le sens des interventions militaires au Tchad ou en République centre-africaine. Nous devons :

— apporter un soutien actif aux organisations révolutionnaires de ces pays et les aider à résister contre la répression des bourgeoisies nationales alliées à la bourgeoisie française ;

— mener campagne en France sur le pillage économique des pays « indépendants » d'Afrique ;

— aider les coopérants progressistes à montrer la contradiction entre la pratique de l'assistance technique et le discours qui la justifie.

• 2.3. Le PSU doit mener campagne contre les livraisons d'armes aux relais secondaires de l'impérialisme US, comme l'Afrique du Sud ou l'Iran. Cette action en direction de l'opinion national, <doit nous amener à désigner> nommément les entreprises privées et publiques qui sont les principaux fournisseurs et en menant des actions militantes contre elles.

• 2.4. Dans la mesure où la France giscardienne tente de se faire reconnaître une zone d'influence privilégiée en Méditerranée, le PSU devra contribuer à la convergence de toutes les forces progressistes des pays du pourtour du bassin méditerranéen, afin de s'opposer à cette tentative d'impérialisme secondaire sur cette région.

• 2.5. Le PSU participe à la lutte des travailleurs émigrés, car elle est partie intégrante de notre combat à la fois contre l'impérialisme français et contre l'exploitation dont ils sont victimes.

3 Europe du Sud : objectif principal

La crise du capitalisme mondial se caractérise par le fait que, pour la première fois depuis longtemps, un secteur significatif du centre du système est directement touché : l'Europe du Sud devenue ainsi le maillon faible de la chaîne de l'impérialisme.

Cette fragilité du flanc sud de l'Europe inquiète l'ensemble des forces capitalistes et en particulier les Etats-Unis pour qui le contrôle de la Méditerranée est un jeu vital, y compris dans sa rivalité avec l'URSS. Celle-ci conteste

l'hégémonie des USA en fonction de sa propre conception de la défense et de l'extension du bloc qu'elle contrôle.

En ce sens, l'Europe du Sud « **ventre mou de l'Europe** », est devenue un lieu d'affrontement avec l'impérialisme et de remise en cause de la politique des blocs. La lutte des classes s'y développe et s'y durcit, surtout depuis 1968, et, par son contenu avancé, elle montre l'actualité du socialisme.

Le processus révolutionnaire déclenché au Portugal, les soubresauts du régime franquiste confronté à une offensive populaire sans précédent, l'incapacité de la bourgeoisie italienne à se doter d'une solution de pouvoir plus ou moins stable, la montée de l'opposition de gauche à Caramanlis en Grèce, tout cela bouleverse l'ensemble auquel nous appartenons.

La crise modifie vite les rapports de force dans cette région rendant vite impraticables les stratégies de compromis de classe. C'est dans le cadre de cette situation de l'Europe du Sud que nous devons intégrer notre propre situation et par conséquent notre stratégie. L'objectif principal de notre politique internationale réside donc dans une intervention active dans cette région, en choisissant des objectifs de lutte précis et concrets. Il s'agit donc pour le PSU d'une intervention coordonnée au niveau international, en cohérence avec notre stratégie intérieure, qui nous impose de sortir des pratiques propagandistes de solidarité. L'homogénéité du parti autour d'un projet stratégique assez complet et précis (révolution socialiste autogestionnaire et unité populaire) et d'une démarche tactique (renforcement du courant autogestionnaire et politique d'unité d'action conflictuelle avec toutes les forces anticapitalistes) doit nous permettre de réaliser cette tâche que la situation historique ne nous permet plus d'éluder.

D'où l'importance de l'initiative pour une Conférence Internationale de l'Europe du Sud.

En Europe du Sud, il existe des formations

politiques avec lesquelles nous avons de larges accords stratégiques. Avec ces forces, les formes de collaboration et de coordination sont plus que jamais nécessaires pour l'information mutuelle sur la situation précise de la lutte des classes dans chacun des pays, pour l'échange des expériences de lutte, pour fixer au mieux les convergences et les divergences stratégiques et tactiques.

Mais notre stratégie révolutionnaire pour l'autogestion socialiste et le développement de l'unité populaire au plan national nous amène à définir une politique d'alliance tactiques et conflictuelles avec toutes les forces populaires sur un certain nombre d'objectifs. De même, en Europe du Sud, il est possible de confronter nos points de vue et d'avoir des actions communes avec les forces anticapitalistes et anti-impérialistes de cette région.

De plus, il faut noter qu'à l'intérieur de ces forces s'organise un désengagement vis-à-vis des politiques traditionnellement défendues par la social-démocratie et le mouvement communiste international.

Il s'agit de se donner les moyens en proposant des objectifs précis de lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste aux forces politiques du mouvement ouvrier de l'Europe du Sud, de contribuer à affaiblir réellement les blocs et de participer directement à l'ouverture des brèches dans la lutte pour le socialisme.

Les objectifs d'une Conférence pourraient être les suivants :

— évolution des luttes sociales en Europe du Sud et recherche d'objectifs communs de lutte contre la volonté du capitalisme, de faire payer la crise par les travailleurs ;

analyse du rôle du bassin méditerranéen dans la stratégie impérialiste, et recherche des moyens de lutte contre la mainmise impérialiste sur cette région.